

01/10/2025

Le plan de Trump : **un enterrement de première classe pour la Palestine**

Après l'humiliation subie par Netanyahu à l'ONU, le président US, pour sortir l'entité coloniale sioniste, qui est un de ses principaux affidés, de sa situation condamnée par de plus en plus de peuples dans le monde, a sorti un joker de sa manche, un plan pour une soi-disant « paix éternelle » au Proche et Moyen Orient.

Ce plan en 20 points est une ignominie, une volonté de reprise en main coloniale de la Bande de Gaza par les impérialistes occidentaux. Ce n'est pas un plan de paix mais une exigence de capitulation. La mise sous tutelle de Gaza par cette équipe de criminels afin de poursuivre et amplifier la colonisation de la Palestine, de continuer de veiller à la division du monde arabe et à la soumission de ses dirigeants, d'y développer leur juteux business par la captation du gaz naturel au large des côtes de l'enclave. C'est un chemin vers l'enterrement définitif de la cause nationale palestinienne et du génocide de son peuple.

Sans trop détailler et en écartant ce qui relève de la proclamation, voici ce que contient le jeu de Trump.

Le plan de Trump

Ce qui figure dans le plan

Sans surprise, il contient tous les ingrédients d'un plan de soutien à l'État colonial sioniste et de reddition sans condition des Palestiniens. On y trouve le discours impérialiste inversant le réel, faisant des Palestiniens les agresseurs et des sionistes les victimes : « *Gaza sera une zone sans terrorisme et ne constituera plus une menace pour ses voisins.* » ; la propagande mensongère de l'entité coloniale sioniste érigée en vérité officielle quand la seule menace pour les voisins vient de lui et les seuls actes qui doivent être qualifiés de terroristes viennent de l'armée d'occupation et de l'entité sioniste.

Trump exige donc l'abandon de tout rôle politique et militaire par les organisations de la Résistance, insiste sur leur culpabilité en parlant de « *réhabilitation et réintégration des anciens combattants via un programme international de rachat et de démilitarisation.* ». Le plan enjoint à la Résistance de libérer les « otages » dans les 72 heures, ce qui est d'ailleurs la seule chose datée, il prévoit la destruction de toutes les infrastructures militaires. Il se termine par deux points évoquant l'avenir ; le 19 : « *développement de Gaza et réformes de l'Autorité palestinienne pour créer un chemin crédible vers l'autodétermination et l'État palestinien, reconnu comme aspiration légitime du peuple palestinien.* » et le 20 : « *établissement d'un dialogue politique entre Israël et les Palestiniens (encore vivants) pour définir un horizon de coexistence pacifique et prospère.* ». Il faut lire ainsi ces points finaux : soumission totale de l'Autorité palestinienne aux règles de la « démocratie bourgeoise », aux desiderata de l'impérialisme occidental, abandon de toute vision anticoloniale de sa part et mise en place des « Accords d'Abraham » avec une reconnaissance définitive de l'État colonial sioniste dont l'existence est la raison de tous les massacres subis par le peuple palestinien. Bien entendu, le plan comporte un volet économique avec la perspective de la création d'une zone franche (lire : de surexploitation) et de juteux profits en vue pour les multinationales US.

Voilà les conditions mises par l'impérialisme US et son larbin sioniste à l'aide internationale immédiate et massive dans Gaza et l'entrée des aides via ONU, Croissant-Rouge et autres et l'ouverture du passage de Rafah d'une part, à la « libération de 250 prisonniers à perpétuité et 1 700 détenus de Gaza, y compris femmes et enfants, en échange des otages israéliens. » et au retrait progressif de l'armée d'occupation.

On peut d'ores et déjà faire plusieurs remarques : l'ouverture du passage de Rafah se ferait « sous supervision internationale », traduction, sous le contrôle des impérialistes occidentaux ; la libération des otages palestiniens n'est pas datée ; il en est de même pour le retrait des forces génocidaires d'occupation, au sujet duquel est stipulé

un « maintien d'un périmètre de sécurité jusqu'à ce que Gaza soit stable. », on peut traduire « stable » par « complètement soumise ». Notons enfin que personne ne trouve à redire au fait que les impérialistes US et les sionistes avouent crûment que l'État colonial détient et massacre des enfants !!!

Enfin, la direction de l'enclave serait confiée à un « Conseil de la Paix », co-dirigé par Trump et des experts dont le revenant Tony Blair et la « sécurité » à une « Force de Stabilisation Internationale » (ISF) chargée d'encadrer la police palestinienne, de sécuriser les frontières avec Israël et l'Égypte, et de superviser la démilitarisation.

Le plan de Trump ressemble fortement aux conditions émises par Macron et consorts pour leur pseudo reconnaissance de l'État de Palestine. La seule différence est que le plan franco-saoudien confiait la direction de l'enclave aux dirigeants arabes valets de l'impérialisme occidental (Égypte, Arabie Saoudite, etc.) alors que Trump la confie aux dirigeants impérialistes, daignant laisser une participation militaire aux pays de la région ; on n'est jamais mieux servi que par soi-même. Enfin, le choix de Blair est un scandale et une humiliation de plus pour les Palestiniens et le monde arabe : un Britannique pour rappeler le bon vieux temps du mandat de la SDN et, qui plus est, un des dirigeants ayant contribué au démantèlement de l'Irak et aux crimes de masse commis à cette occasion. On ne pouvait concevoir rien de plus cynique pour confirmer que le plan veut accélérer la colonisation et non émanciper les Palestiniens.

Ce qui n'y figure pas

Si la perspective d'un État palestinien figure bien au point 19, elle est assortie de tellement de conditions qu'on voit mal, si le plan était appliqué, comment il pourrait voir le jour, autrement que sous la forme du bantoustan proposé par Macron et que nous dénonçons depuis son annonce des conditions à la « reconnaissance ».

Même la très soumise Autorité palestinienne, qui multiplie les efforts pour s'humilier et obtenir un strapontin ou une place debout, ne figure pas dans le plan. Il n'y est pas question non plus d'élections, ce qui est pourtant le leitmotiv officiel des « démocraties bourgeoises » occidentales lesquelles se baptisent elles-mêmes « la communauté internationale ».

Evidemment, ni mention de la colonisation comme source du problème, ni évocation de la Nakba ou du génocide, pas de réparations demandées aux sionistes. Quant au droit au retour des réfugiés, pourtant mentionné dans les résolutions de l'ONU, il est bien entendu absent.

En fin de compte, il s'agit aussi d'un vaste dédouanement des sionistes dont on efface tous les crimes, passés, présents et à venir. Trump veut sauver la mise pour l'État colonial sioniste génocidaire en ne concédant rien. Et toutes les officines au service de l'impérialisme occidental lui emboîtent le pas, des véhicules officiels de l'idéologie dominante mettant la pression sur la Résistance palestinienne, sommée d'accepter cette reddition sans condition au comité exécutif de l'UEFA qui « gèle » la question de l'exclusion des sionistes de toutes ses compétitions en raison du plan de Trump !!!

Enthousiasme des dirigeants impérialistes occidentaux

Dans l'Union européenne

La réaction des alliés de l'impérialisme US ne s'est pas fait attendre.

La présidente de la Commission européenne, Ursula von der Leyen, « *salue l'engagement du président Donald Trump à mettre fin à la guerre à Gaza et encourage toutes les parties à saisir cette opportunité. L'UE est prête à apporter sa contribution* ». António Costa, président du Conseil européen, invite de son côté tous les protagonistes à « *saisir ce moment pour donner une véritable chance à la paix* », rappelant que « *la situation à Gaza est intolérable* », intolérable pour qui ? Pour ceux qui massacrent ou ceux qui sont massacrés ? Tout cela, bien évidemment, sans dénoncer les responsables de cette situation, ni même les évoquer. Int

L'annonce suscite jusqu'à l'adhésion du Premier ministre espagnol Pedro Sánchez, pourtant présenté par la gauche française comme une idole et un défenseur des droits des Palestiniens. « *L'Espagne salue la proposition de paix pour Gaza avancée par les États-Unis. Il faut mettre un terme à tant de souffrances. Il est temps que la violence cesse, que tous les otages soient immédiatement libérés et que la population civile puisse accéder à l'aide humanitaire* », tels sont les mots du chef du gouvernement espagnol. A croire que la « gauche » française ne s'était pas aperçue que Sanchez avait déjà soutenu les conditions de Macron à la « reconnaissance ».

Enfin, la Première ministre italienne Giorgia Meloni, qui abandonne la flottille Sumud et lui enjoint de renoncer à cause du plan de Trump, et met la pression sur la Résistance palestinienne : « *le Hamas, en particulier, qui a déclenché cette guerre avec l'attaque terroriste barbare du 7 octobre 2023, a désormais la possibilité d'y mettre fin* » ; manifestement, Meloni n'a jamais entendu parler de la Nakba et le mot « colonisation » ne fait pas partie de son vocabulaire. Notons que le gouvernement espagnol vient, lui aussi, d'annoncer qu'il abandonne la flottille.

Enfin, « last but not least », voyons les réactions des dirigeants de notre État capitaliste de France.

Macron a salué ce lundi 29 septembre l'engagement de Donald Trump « *pour mettre fin à la guerre à Gaza et obtenir la libération de tous les otages* ». Et pour ceux qui auraient encore des illusions quant à sa prétendue

reconnaissance, comme Meloni, il s'en prend à la Résistance : « *Le Hamas n'a pas d'autre choix que de libérer immédiatement tous les otages et suivre ce plan* », montrant ainsi que sa seule préoccupation est le sort des prisonniers de guerre de l'armée coloniale d'occupation et le soutien à l'entité sioniste.

Quant au ministre « démissionnaire » des Affaires étrangères, Barrot, il s'est satisfait d'un plan de paix « *qui s'inspire explicitement des idées que la France a portées avec ses partenaires lundi dernier à l'ONU* », révélant un peu plus les intentions de l'exécutif français à propos de sa « reconnaissance ». Sur ce point, la similitude avec le plan franco-saoudien, on ne peut lui donner tort.

Netanyahu est fort satisfait

Après la conférence de presse au cours de laquelle Trump a dévoilé son plan de capitulation des Palestiniens, Netanyahu a révélé au public sioniste qu'il n'avait aucune intention de retirer les troupes israéliennes de Gaza : « *C'est une visite historique. Au lieu que le Hamas nous isole, nous avons inversé la tendance et isolé le Hamas. Aujourd'hui, le monde entier, y compris le monde arabe et musulman, fait pression sur le Hamas pour qu'il accepte les conditions que nous avons fixées avec le président Trump : libérer tous nos otages, vivants et morts, tandis que Tsahal reste dans la majeure partie de la bande de Gaza. Qui l'aurait cru ? Après tout, on ne cesse de répéter que Tsahal doit se retirer... C'est hors de question, ça n'arrivera pas.* ».

Il a poursuivi en évoquant les compradores de Ramallah : « *L'Autorité palestinienne n'a aucun rôle à jouer à Gaza sans un changement radical.* ». Et d'énoncer ces fameuses conditions : « *mettre fin à l'incitation à la haine dans les media* » et « *mettre fin à la guerre juridique contre Israël devant la CPI et la CIJ* ». Donc pour que l'Autorité Palestinienne soit *autorisée* à gouverner à Gaza il faut que les *media* palestiniens ne critiquent plus l'occupation et que les poursuites à la Cour Pénale internationale et Cour Internationale de Justice soient abandonnées.

Enfin, la perspective d'un État palestinien ne figurait pas dans le texte du plan, a indiqué Netanyahu, ce qui est faux, en tout cas dans la lettre, sinon dans l'esprit. Mais, comme à l'habitude, nos *media* se taisent sur les mensonges de la propagande sioniste.

Du côté des États arabo-musulmans

Réactions de certain pays de l'Organisation pour la Coopération Islamique

Dans une déclaration conjointe de l'Organisation pour la coopération arabe et islamique : Les ministres des Affaires étrangères de l'Arabie Saoudite, du Royaume hachémite de Jordanie, des Émirats arabes unis, de la République d'Indonésie, de la République islamique du Pakistan, de la République de Turquie, de l'État du Qatar et de la République arabe d'Égypte saluent les efforts sincères pour mettre fin à la « guerre à Gaza », et expriment leur confiance dans sa capacité à trouver une voie vers la paix. Ils soulignent l'importance du partenariat avec les États-Unis pour assurer la paix dans la région. Dans ce cadre, les ministres saluent l'annonce par le président Trump de sa proposition visant à : « *mettre fin à la guerre ; reconstruire Gaza ; prévenir le déplacement du peuple palestinien ; promouvoir une paix globale ; et interdire l'annexion de la Cisjordanie.* ». Ils ont bien du « mérite » (pour les impérialistes occidentaux) à dire cela, car rien de ce qu'ils disent ne figure ou n'est garanti par le plan de Trump, à part la reconstruction. Mais ces musulmans ne se demandent pas comment va être reconstruite la mosquée de Gaza, une des plus anciennes du monde.

Les dirigeants de ces pays ont réaffirmé leur engagement commun à travailler avec les États-Unis en faveur d'un accord global garantissant : « la fourniture illimitée d'une aide humanitaire suffisante à Gaza, sans déplacement des Palestiniens ; la libération des otages ; un mécanisme de sécurité assurant la protection de toutes les parties ; un retrait complet d'Israël ; la reconstruction de Gaza ; et la création d'une voie vers une paix juste fondée sur la solution à deux États, dans laquelle Gaza serait pleinement intégrée à la Cisjordanie au sein d'un État palestinien conformément au droit international », ce qui relève totalement du vœu pieux ou d'une lecture un peu hâtive du plan, qui sait ? Entre le soutien obligé à l'État palestinien via l'impossible « solution à deux États » qu'ils considèrent comme « clé pour atteindre la stabilité et la sécurité régionale » et la soumission à l'impérialisme US, ces huit États ont choisi !

Position des compradores

Enfin, il faut évoquer la réaction de la bande de collaborateurs corrompus de Ramallah. Le « président » de l'Autorité palestinienne, Abbas, s'est fendu d'un communiqué disant : « *L'État de Palestine salue les efforts sincères et déterminés du président Trump et affirme sa confiance en sa capacité à trouver une voie vers la paix. La Palestine renouvelle son engagement commun à travailler avec les États-Unis, les États de la région et les partenaires pour mettre fin à la guerre contre Gaza par le biais d'un accord global qui assure l'acheminement suffisant de l'aide humanitaire à Gaza, la libération des otages et des prisonniers, la mise en place de mécanismes pour protéger le peuple palestinien, garantir le respect du cessez-le-feu et la sécurité des deux parties, empêcher*

l'annexion de terres, arrêter le déplacement des Palestiniens, mettre fin aux actions unilatérales qui violent le droit international, libérer les recettes fiscales palestiniennes retenues et conduire à un retrait israélien complet. ». Notons que Mahmoud Abbas parle de « guerre contre Gaza » et non de génocide et qu'il reprend la terminologie officielle des impérialistes et sionistes en distinguant « otages » pour les colons et « prisonniers » pour les colonisés. Alors que ce qui l'intéresse est seulement de garder une once de pouvoir (cf les recettes fiscales), il se lance dans de grandes déclarations obligées, totalement hors du réel : *« Cela garantirait également l'unification des terres et des institutions palestiniennes dans la bande de Gaza et en Cisjordanie, y compris Jérusalem-Est, mettrait fin à l'occupation et ouvrirait la voie à une paix juste fondée sur la solution à deux États, avec l'État de Palestine indépendant et souverain vivant côte à côte avec l'État d'Israël dans la sécurité, la paix et le bon voisinage, conformément à la légitimité internationale.* ». Où le collaborateur de Ramallah a-t-il vu cela, ne serait-ce qu'en perspective, dans le plan de capitulation de Trump ?

Mais le pire, dans l'humiliation, la soumission, pour glaner quelques miettes, reste à venir ; outre le bla-bla sur un État palestinien moderne, démocratique et non militarisé, il a ajouté : *« Cela comprend également l'engagement de mettre en œuvre dans un délai de deux ans le programme de développement de cursus scolaires conformes aux normes de l'UNESCO, l'abolition des lois et règlements en vertu desquels des paiements sont effectués aux familles des prisonniers et des martyrs, et la création d'un système unifié de protection sociale soumis à un audit international.* ». Non content de passer sous silence le fait de n'avoir absolument pas été associé à la préparation du plan, le *compradore* de Ramallah s'abaisse tellement devant ses maîtres impérialistes occidentaux que plus personne ne peut faire semblant de ne pas s'en apercevoir.

Non au plan de capitulation

Les masques tombent

Trump a réussi à retourner les dirigeants des pays qui lui sont, en réalité, parfaitement soumis, de l'Espagne à l'Égypte, en passant par la Turquie. Mais cela permet de déchirer le rideau des mensonges et confirme tout ce que nous disions à propos du plan français de « reconnaissance » d'un bantoustan qui est la substantifique moëlle de celui de Trump.

Le but est de rassembler derrière la bannière de son plan de liquidation de la Palestine, non seulement les défenseurs acharnés des sionistes, mais une partie de ceux se réclamant de la Palestine, en particulier les chantres de la « solution à deux États. Il y a peu de chance que la propagande US ait un effet sur les travailleurs et les peuples qui expriment leur solidarité, car le génocide se poursuit et aucune sanction n'est envisagée contre l'État colonial sioniste. Mais, en France, où le mouvement de solidarité est moins puissant que chez nos voisins britanniques, espagnols, belges, italiens, néerlandais ou même allemands, l'attitude de la « gauche » politique et de la CGT sera à scruter, il y a fort à parier que leur idée de « paix entre israéliens et palestiniens », de respect des résolutions de l'ONU (ce qui empêche la libération de la Palestine et objectivement le droit au retour des descendants des réfugiés de 48), leur chimère de deux États vivant côte à côte ne leur permettra pas de rejeter le plan de Trump, ou alors dans les mots, ou encore à la marge. Dans les mots pour Mathilde Panot de LFI, qui fustige la présence de Tony Blair : « Le temps des colonies est révolu, l'avenir de la Palestine n'appartient qu'aux Palestiniens, à eux seuls » sans analyser, ni détailler le plan dans tous ses aspects, il n'y a pas que Blair, en se concentrant sur la flottille Sumud, pour ne pas avoir à s'exprimer longuement sur la catastrophe absolue que constitue ce plan. A la marge pour « L'Humanité », brève en ligne de l'Humanité chaque jour, qui parle, le 1^{er} octobre, de « coup de poker de Trump » et concentre sa critique sur l'exclusion des *compradores* de la réalisation du plan : *« Non seulement leurs représentants - l'Autorité palestinienne – ont été tenus à l'écart des discussions en amont mais ils le seront aussi par la suite, remplacés par des technocrates chaperonnés par un comité présidé par Trump lui-même dans une démarche on ne peut plus néocoloniale.* », mais n'a pas un mot pour dénoncer le désarmement de la Résistance, ni pour révéler l'imposture de la position de Macron le 22 septembre, que le journal a amplement soutenu. Cela va même jusqu'à défendre le plan contre l'interprétation qu'en fait Netanyahu *« Ce qui n'empêche pas Benyamin Netanyahu de mentir une fois de plus à la face du monde : "Absolument pas, cela ne figure même pas dans l'accord", a-t-il répondu à propos de l'État palestinien dont la perspective est bel et bien inscrite noir sur blanc.* ». Comme si les écrits empêchaient les impérialistes de ne pas suivre la possibilité qu'ils ont vaguement émise !

Mais la cerise sur le gâteau vient du communiqué du PCF. Il commence par le plein d'illusions sur les raisons et les buts de Trump : *« Ne pouvant plus longtemps accompagner son allié Benyamin Netanyahu dans ses entreprises d'anéantissement du peuple palestinien et de ses droits nationaux, Donald Trump vient de rendre public un plan en 20 points pour Gaza. Il s'agit toutefois, et avant tout, d'une tentative des États-Unis de reprendre la main sur les enjeux du conflit après les récentes initiatives internationales, dont la récente conférence franco-saoudienne à l'ONU qui a débouché sur la reconnaissance de l'État de Palestine par dix nouveaux États. Il ne fait aucun doute que son objectif exclusif est de permettre à l'administration étatsunienne de*

se dégager du conflit tout en gardant le contrôle sur la région. ». Il ose prétendre que Trump fait des concessions : « Pour atteindre cet objectif, Trump est forcé d'infléchir sa position traditionnelle : pour la première fois, il se voit contraint de reconnaître la nécessité d'un cessez-le-feu, de proposer les libérations réciproques des otages détenus par le Hamas et de prisonniers palestiniens, de reconnaître la nécessité d'une aide humanitaire à la population gazaouie, et même d'évoquer un retrait israélien de Gaza. Il a même fait mine d'enjoindre à l'extrême droite israélienne de renoncer à l'annonce de l'annexion de la Cisjordanie. Ces éléments traduisent la pression des opinions publiques et l'isolement croissant du gouvernement Netanyahu. On ne peut donc que s'en féliciter. », alors que c'est tout le contraire. Trump remet les sionistes dans le jeu. Enfin, le communiqué continue de défendre Macron et sa « reconnaissance », en prétendant que la position de Trump est vraiment différente : « Les zones d'ombre de ce plan, très en retrait sur les récentes propositions franco-saoudiennes, sont en effet nombreuses » et se prépare à mettre l'échec sur le dos de la Résistance : « Surtout si, in fine, cela permettait à Netanyahu de s'appuyer sur un refus du Hamas pour poursuivre le génocide avec l'aval des USA ! C'est ce que l'on peut redouter à lire certaines formulations du plan Trump. ». Et, bien sûr, rien contre le désarmement de la Résistance, ni contre les concessions éhontées qu'accepte la clique de Ramallah.

Pour le reste, c'est le silence total sur le plan de capitulation qui domine. Ainsi, dans un communiqué daté du 30 septembre, appelant à une des sempiternelles manifestations « pour une paix juste et durable entre Palestiniens et Israéliens » le 4 octobre, la direction confédérale de la CGT ne dit pas un mot du plan de Trump mais continue à louer la « reconnaissance » par Macron d'un bantoustan, se contentant de la trouver tardive, alors qu'elle est la matrice du plan.

La « gauche » en France est donc majoritairement silencieuse, voire critique a minima. **Cela confirme bien que le clivage, pour le soutien à la Palestine ne passe pas entre ceux qui sont favorables ou pas à la « reconnaissance » d'un État croupion, mais entre ceux qui défendent ou pas la Résistance palestinienne. Objectivement, par ses prises de positions passées et actuelles (solution à deux États, condamnation de l'opération militaire du 7 octobre 2023, soutien aux collaborateurs de l'AP), la « gauche » en France se situe objectivement du même côté du balancier que Trump.**

Nous dénonçons le plan de capitulation

Les Palestiniens n'ont rien à attendre, rien à gagner au plan de Trump. Il n'y a rien à négocier avec les impérialistes.

Le Parti Révolutionnaire Communistes condamne fermement cette énième opération de sauvetage de l'entité sioniste et cette aggravation voulue de l'ordre impérialiste colonial. La Résistance n'est pas dupe. Le Jihad Islamique et le FPLP ont tous deux dénoncé ce plan qui constitue une attaque sans précédent contre les droits des Palestiniens. Le Hamas, surtout sa direction à Doha, est sujet à des pressions des États réactionnaires arabes pour accepter le plan. Pourtant, Ismail Al-Thawabta, directeur du bureau de presse du mouvement de Résistance palestinien, a déclaré que ce plan visait à « *imposer une nouvelle tutelle qui légitime l'occupation israélienne et prive le peuple palestinien de ses droits nationaux, politiques et humains* », ajoutant que « *toute proposition qui ignore ces droits* » est « *catégoriquement rejetée* ».

La libération nationale de la Palestine doit demeurer l'objectif incontournable de ceux qui défendent les Palestiniens. Elle n'a que faire des interventions des impérialistes occidentaux dont l'entité sioniste est le prolongement organique.

Détruire l'idée même de Palestine est essentiel pour les impérialistes occidentaux et leurs valets réactionnaires arabes, car, comme le dit Georges Abdallah : « *La valeur de la révolution palestinienne réside dans son rôle de levier de la révolution arabe.* ». Mais également parce qu'elle est au cœur de l'affrontement des peuples contre le système impérialiste.

En conclusion

Le rideau de la pseudo solution à deux États est désormais déchiré. Le plan Trump, conséquence immédiate des « reconnaissances » de certains États occidentaux, constitue le point de réunion des deux tactiques différentes des impérialistes que nous évoquions la semaine passée : la poursuite du génocide ou la création d'un bantoustan. Le but de toutes les puissances impérialistes occidentales est clairement le même, malgré l'affichage passé de leurs divergences. Personne ne peut plus dire qu'il ne voit pas ce qui est derrière : le désarmement de la Résistance, les miettes laissées aux Compradores, un contrôle de la pensée des Palestiniens, un bantoustan soumis à l'État colonial sioniste.

Afin d'aider à la libération nationale de la Palestine, il faut, plus que jamais, un discours clair, anticolonialiste, antisioniste, dénonçant les acteurs, les complices de la colonisation de substitution mise en œuvre en Palestine. Il n'est pas possible de soutenir la lutte pour une Palestine libre sans soutenir la Résistance armée, dans toutes ses composantes et dans toutes ses actions ; sans réclamer la fin de l'État colonial d'apartheid,

car son existence empêche une véritable paix. **En ce sens il faut rejeter intégralement le plan de capitulation de Trump, ceux qui ne le font pas sont complices.**

Nous avons plus que jamais besoin de construire un lieu du rassemblement de toutes celles et tous ceux qui soutiennent la libération nationale de la Palestine et sa Résistance armée, pour apporter notre contribution militante, en France contre nos capitalistes et leurs tenants, à « la Palestine libre du fleuve à la mer ». Dans ce but, la « Campagne Unitaire Pour la Libération de Georges Ibrahim Abdallah », forte d'une grande victoire sur une ligne juste anticolonialiste et anti-impérialiste, peut être le creuset de ce lieu.